



Affaire suivie par :
Léa FERNANDEZ-MATEO
Tél. : 01.69.08.31.75
Courriel : lea.fernandez-mateo@cea.fr

**TRAVAUX DE RETRAIT DE L'AMIANTE ET
D'INTERVENTION SUR MATERIAUX AMIANTÉS,
FCR ET PLOMB EN MILIEU CONVENTIONNEL
(CENTRES CIVILS) – LOT 3 CADARACHE**

Projet d'accord-cadre réf. DAPS_S2MN_LFM_PA_B24-05466

Accord-cadre n°XXX

Les parties surlignées en jaune seront complétées par le CEA lors de la mise au point.

ENTRE :

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par Monsieur François JACQ agissant en qualité d'Administrateur Général,

ci-après dénommé « **le CEA** »
d'une part,

ET :

La société **XXX**, dont le siège social est situé au XXX, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XX sous le numéro XXX, représentée par XXX, agissant en qualité de XXX,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES	3
ARTICLE 3 - BENEFICIAIRES	4
ARTICLE 4 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 5 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	4
ARTICLE 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	8
ARTICLE 7 - PRIX.....	13
ARTICLE 8 - REVISION DE PRIX	14
ARTICLE 9 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	14
ARTICLE 10 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	15
ARTICLE 11 - REGIME FISCAL.....	15
ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITE.....	15
ARTICLE 13 - PENALITES	16
ANNEXE 1 - BAREME DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES PERSONNELS DES ENTREPRISES EXTERIEURES AU CEA	18
ANNEXE 2 - TARIFS DES PRESTATIONS	19
ANNEXE 3 - MODELE DE MARCHE SUBSEQUENT	20

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent accord-cadre définit les conditions dans lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de travaux de retrait de matériaux contenant de l'amiante (sous-section 3) ou toute intervention sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante (sous-section 4) et/ou des Fibres Céramiques Réfractaires (FCR) ou en présence de plomb.

Ces travaux sont à réaliser dans les installations du centre CEA de Cadarache, hors zones radiologiques délimitées afin de traiter des besoins d'un montant inférieur ou égal à 300 000 € HT, pour l'ensemble des unités bénéficiaires indiquées à l'article 3.

Le présent accord-cadre s'exécute sur la base de marchés subséquents conclus après remise en concurrence des trois (3) Titulaires de l'accord-cadre, dans les conditions prévues à l'article 6.1 du présent accord-cadre.

Le présent accord-cadre est plafonné pour le lot Paris-Saclay à un-million-deux-cent-mille euros hors taxes (1 200 000 € HT) sur quarante-huit (48) mois, pour l'ensemble des titulaires du lot.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord-cadre, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

2.2 - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché lesquelles prévalent et de ses quatre (4) annexes qui en font partie intégrante, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le Cahier des Charges (CdC) référencé DAPS_S2MN_LFM_CDC_ B24-05466 et ses annexes ;
- les dispositions particulières définies par les commandes émises par les établissements CEA ;
- les dispositions particulières applicables sur chaque établissement CEA en matière d'accès, de discipline, de santé et de sécurité ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition février 2013) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site du CEA (édition de janvier 2021) ;
- ✓ et à titre supplétif, les propositions Techniques et Commerciales du Titulaire remises en date du XX/XX/2025.

2.3 - Les conditions générales de vente du Titulaire sont inopposables au CEA, quelle qu'en soit la forme, hormis celles issues des dispositions légales d'ordre public.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance des documents mentionnés au 2.1, dont il accepte les dispositions.

ARTICLE 3 - BENEFICIAIRES

Le présent accord-cadre s'applique à l'ensemble des unités du centre CEA de Cadarache, à l'exception des unités de la DIF (INBS-PN et UPN-DIF).

Toutes les dispositions du présent accord-cadre sont mises en œuvre pour l'ensemble des bénéficiaires, sauf dispositions contraires expressément établies par l'un d'entre eux.

ARTICLE 4 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations, objets du présent accord-cadre, sont définies au Cahier des Charges référencé ci-dessus. En synthèse, les prestations pouvant être demandées ont trait aux travaux et interventions sur les matériaux suivants :

- Amiante seul,
- FCR seules,
- Plomb seul,
- Amiante et FCR,
- Amiante et plomb,
- FCR et plomb,
- Amiante, FCR et plomb.

Dans le cas où le CEA constaterait une l'impossibilité de retrait de matériaux amiantés en cours d'exécution des prestations, le Titulaire du marché subséquent concerné pourra réaliser des prestations d'encapsulage sur devis dans les conditions suivantes :

- Si la constatation intervient durant l'exécution d'un marché subséquent au présent accord-cadre, le Titulaire dudit marché devra fournir, en réponse à la demande écrite du CEA, sous trois (3) jours ouvrés à compter de la date de réception, une proposition technique et un devis établi sur la base des tarifs figurant en annexe 3 du présent accord-cadre, ou bien, en cas d'incapacité réglementaire ou organisationnelle à assurer la mission d'encapsulage, se désister explicitement.
- Si la constatation intervient en dehors de l'exécution d'un marché subséquent, le CEA sollicitera l'ensemble des Titulaires du présent accord selon les modalités décrites en 6.1. Les Titulaires étant en incapacité d'opérer des opérations d'encapsulage devront explicitement répondre par la négative à la consultation.

Dans les deux cas, si la réponse technique et commerciale du (des) Titulaire(s) n'est pas jugée acceptable par le CEA, celui-ci de ne pas donner suite à la demande de prestation complémentaire et éventuellement de confier celle-ci à un tiers de son choix, sans que le(s) Titulaire(s) initialement consulté(s) ne puisse(nt) prétendre à aucun préjudice.

ARTICLE 5 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

5.1 - Obligations du Titulaire

Les prestations seront exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire et sous l'autorité de son personnel d'encadrement.

Le Titulaire a la responsabilité de toutes les phases d'exécution des prestations. La remise de documents en cours de réalisation ne le dégage pas de cette responsabilité. De plus, l'examen par le CEA des documents établis, vérifiés et approuvés par le Titulaire, ainsi que les modifications qu'il apporte à une de ces pièces à la demande du CEA n'atténue en rien les responsabilités qui lui incombent.

Le Titulaire apportera tout le soin et la diligence nécessaires à l'exécution des prestations qui lui seront confiées au titre du présent accord-cadre. Il informera le CEA de tout événement susceptible de compromettre le bon déroulement ou la qualité des prestations qui lui auront été confiées dans le cadre de l'exécution d'un marché subséquent, sans que cette information modifie ses obligations contractuelles.

5.2 - Obligation d'information du Titulaire

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, d'informer le CEA par le biais de son correspondant technique, ceci afin de protéger au mieux les intérêts du CEA.

Le Titulaire s'engage en particulier à :

- ✓ convenir avec le CEA d'une réunion d'enclenchement de l'accord-cadre, dans la semaine suivant la signature de ce dernier ;
- ✓ demander au CEA toute information nécessaire à la bonne exécution des prestations, qui ne lui aurait pas déjà été communiquée;
- ✓ informer à tout moment le CEA, par note écrite si celui-ci le demande, sur l'état d'avancement des prestations en cours ou achevées ;
- ✓ conseiller le CEA sur tout choix ou toute demande dont il aurait connaissance, et qui pourrait affecter le bon déroulement de la prestation ou avoir une incidence sur ses conditions de réalisation ;
- ✓ se conformer, pour l'exécution de sa prestation, aux contraintes et exigences posées par la réglementation en vigueur ;
- ✓ informer le CEA de toute évolution dans ses compétences techniques ;
- ✓ mettre en garde le CEA lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite des prestations et lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement des prestations ;
- ✓ prévenir par écrit le CEA de tout événement et/ou fait dont le Titulaire a connaissance et de nature à compromettre le bon déroulement ou la qualité des prestations. Ce signalement par le Titulaire intervient dans les meilleurs délais et au plus dans les deux (2) jours ouvrés à compter de sa connaissance de l'événement. Le Titulaire doit pouvoir apporter au CEA la preuve de la date à laquelle l'information de l'événement lui a été transmise.

5.3 - Obligations du CEA

Le CEA s'engage :

- à communiquer au Titulaire, par l'intermédiaire du représentant du Titulaire, tous moyens, documents, renseignements, données nécessaires à la bonne compréhension et l'exécution des prestations,
- à dispenser une information particulière pour permettre aux intervenants du Titulaire d'accéder à des zones à accès contrôlé ou surveillé (hors zone radiologique),
- à désigner un interlocuteur technique pour chaque marché subséquent ainsi qu'un responsable principal pour l'accord-cadre.

5.4 - Dispositions sociales et environnementales

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations de l'accord-cadre dans le respect des engagements de sa politique de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Il utilise des produits, des fournitures respectueuses de l'environnement. Il tient à disposition du CEA, la liste des produits utilisés et leurs fiches de données de sécurité, avec la quantité stockée qui sont annexées au plan de prévention.

Les prestations donneront lieu à la production biannuelle d'indicateurs sociaux et environnementaux.

5.4 - Personnel du Titulaire

5.4.1 Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

Le Titulaire se conforme aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur les Centres, et plus généralement, à toutes instructions qui lui seront données par le CEA. Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels auxquels il est tenu de donner toutes instructions.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux Instructions Générales de Sécurité classiques applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au décret n° 92-158 du 20/02/1992, fixant les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure,
- aux règlements édictés par les Centres ou les établissements CEA concernés en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité.

Il est précisé qu'aucun personnel âgé de moins de 18 ans ne peut avoir accès aux Centres.

5.4.2 Habilitations professionnelles

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, si besoin est, préalablement à l'exécution des prestations particulières de le marché subséquent, les certificats et les habilitations requis pour tous les employés amenés à intervenir sur les sites CEA et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

5.4.3 Accès sur les sites CEA et suivi médical

Les conditions d'accès sur les sites CEA et de travail du Titulaire, détenteur d'un marché passé par le CEA, sont réglementées. Le Titulaire se mettra en relation avec chaque centre CEA afin d'enclencher au plus tôt les demandes d'accès. Le Titulaire effectuera lui-même toutes les démarches nécessaires (en fournissant toutes les aptitudes et habilitations qui seront requises) auprès des services compétents.

Les principaux intervenants du Titulaire doivent examiner la possibilité de détenir un accès permanent sur le(s) site(s) où il intervient. Les accès des collaborateurs du Titulaire intervenant épisodiquement, et identifiés en tant que tel, non détenteurs d'un accès permanent et dont la présence sur site n'est requise que dans le cadre des réunions de travail, pourront être gérés sur avis de rendez-vous, dans la limite de sept (7) accès par an.

5.4.4 Horaires de travail

Dans le cas où le Titulaire serait amené à intervenir sur tel centre du CEA, les horaires de ce Centre seront nominalement appliqués. Ces horaires d'accès et les horaires de travail seront précisés dans le cahier des charges spécifiques/Fiches d'expression de besoin (ci-après dénommés CCT Spé/ FEB).

Si une prestation doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le Titulaire se conforme au mode opératoire indiqué par le centre et doit obtenir l'accord préalable écrit du Chef de l'Installation dans laquelle le Titulaire intervient.

5.4.5 Assurance de la qualité

Pour tout marché subséquent, le Titulaire devra réaliser un Plan d'Assurance Qualité spécifique (PAQ spé), dans le respect des dispositions du présent accord-cadre. En tant que soumissionnaire, il aura au préalable réalisé une version préliminaire de PAQ pour l'accord-cadre lors de la consultation. La version définitive de ce plan sera rédigée par le Titulaire au démarrage du présent accord-cadre et sera remise au CEA dans les deux (2) mois qui suit la notification de l'accord-cadre.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système qualité du Titulaire. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses informations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Dans certains cas, les dispositions du PAQ (accord-cadre ou spécifique) devront être adaptées sur les points suivants :

- les circuits d'information (interne au Titulaire et entre le Titulaire et le CEA),
- la maîtrise des délais du Titulaire (règles de planification, de suivi et de traitement des écarts),
- la procédure de vérification et d'approbation des documents émis par le Titulaire,
- la gestion de la documentation (règles de numérotation du Titulaire et interface avec le CEA, archivage, gestion des envois et des fichiers informatiques, ...).
-

Tout PAQ spé sera validé par le CEA au démarrage du marché subséquent.

5.4.6 Audit qualité

Dans le cadre du présent accord-cadre, le CEA se réserve la possibilité de déclencher, à ses frais, des audits portant sur la qualité. Le Titulaire s'engage à collaborer pour permettre l'accessibilité et la vérification de la mise en œuvre des documents et procédures relatifs à la qualité.

5.5 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 du Code du travail (s'il est établi à l'étranger) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le Titulaire a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession - article 51-II du décret précité).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion de l'accord-cadre, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions. Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne respecte pas les dispositions précitées.

En plus des documents exigés ci-dessus, si le Titulaire établi hors de France a recours à des travailleurs détachés pour l'exécution du présent accord-cadre, il devra fournir les documents suivants (article R.1263-12 du code du travail) :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du travail ;
- une copie du document désignant son représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecterait pas le présent article, le CEA se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre sans formalité judiciaire si le Titulaire, après avoir été mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser la situation, ne s'exécute pas sans délai.

5.6 - Sous-traitance

Le Titulaire ne pourra en aucun cas sous-traiter l'exécution des prestations objets du présent accord-cadre sans l'acceptation préalable du ou des sous-traitants par le CEA et de l'agrément par lui des conditions de facturation. Cette demande d'acceptation doit être accompagnée de tous les éléments permettant de juger notamment de la compétence de ce sous-traitant pour le domaine concerné.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent accord-cadre. Les conditions d'acceptation des sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement constituent les obligations prévues par le code de la commande publique.

Il est rappelé à ce titre, que le Titulaire ne peut présenter à l'agrément du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées par les dispositions des Conditions Générales d'Achat.

Les prestations, objets de la sous-traitance, doivent être clairement identifiées. Toutefois, même avec l'autorisation de sous-traitance, le Titulaire reste responsable et garant envers le CEA des objectifs, de la bonne et complète exécution des prestations, aucune modification de l'accord-cadre ne pouvant en résulter. Le CEA se réserve le droit d'auditer, d'accepter ou non le sous-traitant proposé par le Titulaire.

ARTICLE 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

6.1 - Modalités de consultation des titulaires

6.1.1 Rédaction d'une fiche d'expression de besoin ou cahier des charges technique spécifiques

Le CEA précisera son besoin de prestations particulières dans un Cahier des Charges Technique Spécifique (CCT spé) ou Fiche d'Expression de Besoin (FEB).

Ces documents préciseront notamment pour les travaux concernant les Fibres Céramiques Réfractaires ou le plomb le processus souhaité par le CEA pour l'exécution du chantier (plan de retrait ou mode

opérateur). Pour chaque besoin spécifique du CEA, le Titulaire de l'accord-cadre sera systématiquement mis en concurrence avec les autres titulaires.

Aussi, le CEA adressera au Titulaire, ainsi qu'à tous les autres Titulaires du même accord-cadre, un dossier de consultation comprenant notamment le cahier des charges techniques spécifique susvisé et précisant le délai minimum de réponse, qui ne pourra être inférieur à **cinq (5) jours ouvrés et supérieur à huit (8) jours ouvrés** sauf stipulations contraires.

6.1.2 Réponse du Titulaire au CEA

Le Titulaire répondra à chaque consultation en adressant une offre au CEA. Cette offre comprendra :

- une proposition financière, forfaitaire et ferme, sur la base des prix mentionnés dans la grille de prix figurant en annexe 3 du présent document.

Cette proposition détaillera les éléments suivants :

- les éléments de coût,
- les éléments techniques et organisationnels,
- le planning d'exécution,

auxquels s'ajoutent éventuellement :

- l'énoncé des livrables attendus définis dans le cahier des charges techniques spécifique.

6.1.3 Critères de sélection

Le CEA utilisera les critères suivants pour attribuer un marché subséquent :

- qualité technique de la réponse (au plus 60% de la note finale) :
 - la compréhension du besoin du CEA,
 - l'organisation spécifique mise en place pour la mission,
 - le planning proposé,
- le prix de la prestation (au moins 40% de la note finale).

Leur pondération sera indiquée au moment de l'émission du CCT spé ou de la FEB.

Le CEA dépouillera les offres en tenant compte de la proposition technique et de la proposition commerciale. Une stricte confidentialité entre les offres des différents Titulaires sera maintenue.

6.1.4 Marché subséquent

Après analyse des offres, le **marché subséquent** sera attribué au Titulaire ayant remis l'offre la mieux-disante. Celui-ci stipulera notamment la durée d'exécution des prestations, le planning contractuel, les échéanciers de règlement, toujours associés à la remise de livrable.

Un modèle schématique de marché subséquent est disponible en annexe 3.

6.2 - Passation des commandes

Les commandes passées dans le cadre du présent accord-cadre sont établies et adressées au Titulaire par les prescripteurs d'achat du CEA.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des travaux qu'après avoir reçu une commande écrite du CEA, précisant :

- l'unité demandeuse,
- le libellé de la prestation,
- le délai de réalisation,

- le montant de la commande.

Les commandes spécifiques comportent leur propre numéro et référencent le présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à refuser et à signaler au chargé d'affaire CEA tout marché subséquent ou commande ne relevant pas du périmètre visé en objet du présent accord-cadre, d'un montant supérieur à la somme de 300 000 euros hors taxes.

Toute commande verbale reçue d'une unité du CEA doit être refusée par le Titulaire.

6.3 - Lieu d'exécution des prestations

Les prestations faisant l'objet d'un marché subséquent seront exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans les locaux du CEA, ce, dernier n'intervenant alors qu'en tant que simple détenteur des installations techniques auxquelles sont rattachées les prestations, sauf en cas d'instructions contraires de la part du CEA.

6.4 - Moyens mis à disposition par le CEA

Une convention d'hébergement sera établie et identifiera les moyens mis à disposition du Titulaire par le CEA.

A ce titre, pour l'exécution de la prestation qui nécessite une présence dans les locaux du CEA, un local pourra être mis à disposition du Titulaire par le CEA pour la durée de la prestation, à titre temporaire et révocable. Le bureau ainsi mis à disposition devra être libéré dans les 2 jours ouvrés suivant la fin de la prestation objet de sa présence. Il appartient au Titulaire de s'assurer du respect des normes de sécurité et de discipline quant à l'utilisation de ce local et de signaler toute anomalie constatée quant à son état et à son équipement.

Les fluides nécessaires à l'exécution des prestations (hors mention contraire du cahier des charges) sont fournis par le CEA et à ses frais, exception faite des communications téléphoniques vers l'extérieur facturées au Titulaire.

Le CEA pourra mettre à disposition du Titulaire un ordinateur permettant d'accéder aux outils de bureautique et aux connexions nécessaires à l'exécution des prestations, avec ouverture d'un compte nominatif au nom de l'exécutant des prestations. Le Titulaire devra fournir au CEA tous les renseignements nécessaires à cette ouverture de compte. L'exécutant des prestations présenté par le Titulaire devra présenter le profil nécessaire. Le Titulaire s'engagera contractuellement à n'exporter aucun fichier informatique par quelque moyen que ce soit (disquette, cédérom, clef USB, messagerie électronique, Cloud, ...) du poste fourni par le CEA vers un poste lui appartenant sans en avoir obtenu l'autorisation explicite et écrite du CEA.

Un état des lieux faisant l'objet d'un procès-verbal établi contradictoirement et signé par les deux Parties, sera réalisé à la prise d'effet et à l'échéance de l'accord-cadre. Toute remise à niveau des locaux dégradés par le Titulaire sera à sa charge. En outre, le Titulaire supportera les frais de remplacement évalués au prix d'achat des matériels endommagés de son fait.

6.5 - Arrêts de chantier

Quel que soit le motif d'arrêt du chantier, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution de la prestation interrompue au plus tard 48 heures après l'avertissement par le CEA, de la fin de l'indisponibilité. Tout arrêt de chantier donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal et entraîne la prolongation du délai contractuel pour les durées correspondantes.

6.5.1 Arrêts de chantier programmés

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tous les arrêts de chantier susceptibles d'affecter les prestations exécutées dans le cadre d'un marché subséquent par le Titulaire. Un arrêt de chantier programmé, dont l'information a été transmise au Titulaire, ne donne pas lieu à rémunération du Titulaire.

6.5.2 Arrêts de chantier non programmés

En cas d'arrêt de chantier inopiné du fait du CEA, supérieure à une demi-journée, la rémunération des frais de main-d'œuvre est due au Titulaire et ne peut pas excéder 4 jours de chantier à compter de la date de notification de l'arrêt.

La rémunération des arrêts de chantier intègre le coût de la sous-traitance et de la location des matériels, dûment justifié par le Titulaire.

La rémunération des frais consécutifs à l'arrêt de chantier se fait sur la base du Bordereau de Prix Unitaire (BPU), faisant l'objet de l'annexe 2 du présent accord-cadre et du nombre de jour d'arrêt pour les arrêts inférieurs à 4 jours.

6.7 - Suivi et contrôle de l'accord-cadre

6.7.1 Interlocuteurs

Pour l'exécution de chaque marché subséquent, le CEA et le Titulaire désigneront chacun un interlocuteur technique.

Au cas où l'interlocuteur technique dûment désigné par le Titulaire serait remplacé, ce dernier s'engage à en avertir le CEA 15 (quinze) jours ouvrés à l'avance (sauf cas de force majeure). Une période de recouvrement d'une durée minimum de quinze jours ouvrés (ou une durée négociée avec le CEA en fonction du marché) sera effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes. Les changements sont notifiés par lettre recommandée avec avis de réception et prennent effet dès la date de réception de ladite lettre.

Il en est de même pour tout remplacement d'intervenant du fait du Titulaire ou à la demande du CEA du fait de manquement au niveau compétence, comportement ou respect du règlement.

Pour l'exécution du présent accord-cadre, les Parties désignent comme interlocuteurs initiaux :

Pour le CEA :

- au niveau contractuel : Mme Léa FERNANDEZ-MATEO Tél : 01.69.08.31.75
Email : lea.fernandez-mateo@cea.fr
- au niveau technique : Mme Nathalie MERCURI-GERVASONE Tél : 04.42.25.43.39
Email : nathalie.mercuri@cea.fr

Pour le Titulaire :

- au niveau contractuel : XXX
- au niveau technique : XXX

Le Titulaire s'engage à prévenir le CEA de tout changement d'interlocuteur 15 jours avant le remplacement, par simple courrier postal ou électronique.

6.7.2 Suivi et contrôle de la réalisation des marchés subséquents

En fonction du marché subséquent, les réunions de suivi pourront être :

- une réunion de démarrage au cours de laquelle seront notifiés les moyens matériels particuliers mis en œuvre par chacune des Parties,
- d'éventuelles réunion de préparation Formation Locale de Sécurité (FLS),
- d'éventuelles réunions d'avancement en cours d'exécution,
- une réunion de fin de prestations au cours de laquelle un procès-verbal de réception sera établi conformément aux spécifications du marché subséquent et signé des deux Parties.

En tout état de cause, la responsabilité de la bonne fin d'exécution des prestations du marché incombera au seul Titulaire.

Les réunions de suivi feront l'objet d'un compte-rendu rédigé par le Titulaire et soumis à l'accord du CEA dans un délai maximum de huit jours calendaires suivant la date de réunion.

6.7.3 Remise de documents

Tous les dossiers ou rapports remis par le Titulaire au CEA par email sont réalisés dans l'un des formats suivants:

- format Word (.docx) version 2010 et postérieures,
- format Acrobat (.pdf) version Acrobat 11 et postérieures,
- format Excel (.xlsx) version 2010 et postérieures.

Tous les dossiers remis par le Titulaire seront réalisés avec des logiciels de bureautique standard, dans une version compatible avec celle du CEA.

Les documents émis par le Titulaire dans le cadre de l'exécution de la commande se conformeront aux standards édictés lors de la réunion d'enclenchement de la mission : le système de management de la Qualité du Titulaire ou le système de management de la Qualité du CEA.

La présentation de tous les documents évolutifs caractérisés par un indice de révision (notes techniques, compte rendu de réunion, ...) sera conforme au modèle fourni par le CEA, tant sur la forme que sur le fond. Le numéro d'ordre du document sera communiqué par le CEA.

Le CEA communiquera au Titulaire, dès la réunion d'enclenchement, une éventuelle liste de diffusion des documents émis par celui-ci, selon la nature de ces documents.

Compte tenu de la confidentialité requise, la diffusion interne à l'entreprise Titulaire pour les besoins d'avancement des travaux, des documents relatifs à l'exécution de la commande – quelle qu'en soit l'origine – doit faire l'objet d'un contrôle du CEA. Le Titulaire ne peut en aucun cas diffuser tout ou partie d'un document relatif à la commande ou à son exécution vers une personne ou une entreprise tiers sans l'autorisation explicite et écrite du CEA.

Dans le cadre de ses activités, le Titulaire pourra être amené à procéder à une collecte d'informations d'origines diverses. Le CEA permettra au Titulaire d'accéder à tous les documents nécessaires à l'exécution de sa prestation dont les unités du CEA sont émettrices (documents d'installations, documents projets, ...).

L'ensemble des documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché ou à la prise d'effet de la dénonciation de celui-ci par l'une ou l'autre des parties. Toute information constituée ou produite durant le projet ne pourra prétendre à une demande de titre de propriété industrielle.

Aucune disposition du présent accord ne saura être interprétée comme donnant droit au Titulaire à un quelconque droit à une licence ou tout autre droit lié à un brevet, une technologie ou un savoir-faire quels qu'ils soient détenus par le CEA.

6.7.4 Bilan trimestriel

Le Titulaire devra fournir trimestriellement un bilan de gestion des consultations qui sera envoyé aux responsables techniques et contractuels de l'accord-cadre désignés par le CEA.

Ce bilan sera présenté selon le formalisme suivant indiqué à l'annexe 3 du cahier des charges.

ARTICLE 7 - PRIX

7.1 Montant de l'accord-cadre

Le montant de chaque prestation est établi sur la base des prix du bordereau de prix unitaires figurant en annexe 2 du présent document. Une fois le marché subséquent signé, son montant est forfaitaire et ferme.

Le montant total du présent accord-cadre est plafonné à la somme **d'un million deux-cent-mille euros hors taxes (1 200 000 € HT) pour l'ensemble des titulaires du lot**. Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au montant réellement dépensé.

7.2 Montant des marchés subséquents

Le montant global de chaque marché subséquent confié au titre du présent accord-cadre ne pourra dépasser **trois-cent-mille euros hors taxes (300 000 € HT)**.

7.3 Frais de déplacement hors exécution de la prestation

Les prix des prestations incluent les frais de déplacement, de repas et d'hébergement.

En cas de déplacements pour des missions spécifiques n'étant pas directement lié à l'exécution des prestations (exemple : rencontre avec les autorités), le paiement des frais de déplacement et d'hébergement sera effectué, avec l'accord préalable du CEA, sur présentation des justificatifs et sur la base du barème de remboursement des frais de déplacement et d'hébergement fourni par le CEA (cf. annexe 1 du présent accord-cadre).

ARTICLE 8 - REVISION DE PRIX

Les prix visés à l'article 7 du présent accord-cadre sont fermes durant les 12 mois suivant sa prise d'effet. Ils pourront être ensuite révisés annuellement à l'issue de cette période dans la limite plafond résultant de l'application de la formule suivante :

$P_n = P_0 (0,20 + 0,80 (- ICHTrev-TS N / ICHTrev-TS 0))$

Dans laquelle :

- Pn = prix révisé de l'année N ;
- P0 = prix de référence conditions économiques du mois de remise des offres ;
- ICHTrev-TS N = indice du coût horaire du travail révisé (tous salariés) du mois le plus récent à la date de demande du Titulaire ;
- ICHTrev-TS 0 = indice du coût horaire du travail révisé (tous salariés) du mois de prise d'effet de l'accord-cadre

Au plus tard un mois avant chaque date anniversaire de l'accord-cadre, le CEA ou le Titulaire pourront transmettre à l'autre Partie une notification écrite précisant le taux de révision qui sera appliqué à partir de la prochaine date anniversaire. La révision prendra effet à compter de ladite date anniversaire.

Les Parties ne pourront en aucun cas transmettre une proposition écrite au-delà de la date anniversaire précitée. Passé ce délai, la révision ne pourra pas s'appliquer pour l'année en cours.

A compter de la prise d'effet de cette révision, les taux seront fermes pour une période d'un an et ce, jusqu'à la prochaine révision.

Si, au cours de l'exécution du présent marché, les indices choisis cessaient de paraître, sans qu'il y soit officiellement substitué de nouveaux indices avec leurs coefficients de raccordement, la méthode retenue serait celle recommandée par l'INSEE.

ARTICLE 9 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

9.1 - Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme de deux (2) ans à compter du 1^{er} janvier 2026 (date prévisionnelle).

Il pourra être renouvelé deux (2) fois une (1) année, sur levée d'option par le CEA.

La reconduction éventuelle respecte un préavis de 30 jours avant la date de fin d'échéance du marché et est formalisée par l'envoi d'un courrier. Le préavis court à compter de la date d'envoi du courrier.

Le Titulaire ne pourra prétendre à un quelconque dédommagement en cas de non prolongation par le CEA du marché.

9.2 – Délais d'exécution des marchés subséquents

Le délai d'exécution d'un marché subséquent ne devra pas excéder la date limite indiquée dans le cahier des charges spécifique ou dans le marché subséquent lui-même.

ARTICLE 10 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

10.1 - Echancier de facturation

Chaque marché subséquent précisera son échancier et ses termes de paiement.

10.2 - Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587 ;
- le code service qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (numéro du marché subséquent 4001xxxx) ainsi que le numéro de l'accord-cadre 500000xxxx.

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

10.3 - Conditions de paiement

Le délai de règlement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation décrites ci-avant.

Les pièces justificatives (PV) doivent être transmises en même temps que les factures.

ARTICLE 11 - REGIME FISCAL

Le présent accord-cadre sera soumis à la TVA française au taux en vigueur au moment du fait générateur.

ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITE

Le Titulaire s'engage formellement, tant pour lui-même que pour ses collaborateurs ou sous-traitants éventuels, à garder strictement confidentielles et à ne pas divulguer et/ou communiquer à tout tiers, par quelque moyen que ce soit, les informations reçues du CEA et/ou auxquelles il aurait eu accès à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre et à ne les utiliser que dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour préserver le caractère confidentiel des informations. Ces mesures ne pourront pas être inférieures à celles prises par lui pour la protection de ses propres informations confidentielles.

En cours d'exécution du présent accord-cadre, le Titulaire s'engage à détruire tous éléments et/ou supports d'informations reçus, conformément à la demande écrite du CEA et à la première demande. A l'expiration ou à la résiliation anticipée du présent accord-cadre, le Titulaire s'engage également à retourner au CEA la totalité des éléments et/ou supports d'informations reçus, classifiés ou non, émis au titre du présent accord-cadre.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas utiliser ses connaissances, sans l'accord du CEA, pour copier ou aider un tiers à accéder aux informations appartenant au CEA, qu'il s'agisse de données ou de programmes.

Le Titulaire portera à la connaissance du CEA, par écrit, dans les plus brefs délais à compter de la date de prise de connaissance, les cas où il aurait accédé fortuitement auxdites informations.

Les Informations Confidentielles, telles que définies par les CGA, sont considérées comme des informations sensibles. A ce titre, sauf accord écrit préalable du CEA, le présent accord-cadre ne peut être utilisé comme référence professionnelle, par le Titulaire ou ses personnels. Les dispositions du présent article s'appliquent pendant toute la durée du présent accord-cadre et les dix (10) années suivant son expiration, pour quelque raison que ce soit.

ARTICLE 13 - PENALITES

13.1 - Pénalités pour retard d'exécution

Si le Titulaire n'exécute pas la prestation d'un marché subséquent dans les délais prévus au cahier des charges spécifiques, le CEA appliquera une pénalité de 5/1000 du montant hors taxes du marché subséquent par jour calendaire de retard constaté à compter de la date contractuelle (les dates seront précisées dans chaque cahier des charges spécifique).

13.2 - Pénalités en cas de non-réponse à une consultation

Toute impossibilité ou refus de remettre une réponse à une consultation spécifique devra être notifiée par écrit au CEA par le Titulaire. Si le Titulaire ne remet pas d'offre à une consultation spécifique et n'apporte aucune justification écrite de cette absence de réponse dans le délai imparti à la réception des offres, le CEA pourra appliquer au Titulaire une pénalité d'un montant forfaitaire et ferme de mille (1 000) euros hors taxes par absence de réponse.

Toute absence de réponse sur une période consécutive de 12 mois sera considérée par le CEA comme un manquement du Titulaire justifiant la résiliation du présent accord-cadre dans les conditions définies à l'article 39.2 des CGA.

13.3 - Mesures en cas de mauvaise exécution

Si la prestation ne correspond pas aux attentes du CEA telles que définies au cahier des charges, le Titulaire reprendra à ses frais la réalisation de la prestation. Le CEA fixera un nouveau délai de livraison ou à défaut pourra demander à l'un de ses sous-traitants la réalisation de la prestation, aux frais du Titulaire.

13.4 - Modalités d'application des pénalités et plafond

Les pénalités définies dans le présent article sont cumulables et applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
Les pénalités sont cumulativement plafonnées à 10% (dix pour cent) du montant hors taxes commandé au titre de l'accord-cadre à la date d'application des pénalités (incluant les marchés subséquents émis).

Fait à Saclay,
En deux exemplaires originaux,

Pour le Titulaire,

Le

Pour le CEA,

Le

**ANNEXE 1 - BAREME DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES PERSONNELS
DES ENTREPRISES EXTERIEURES AU CEA**

1. Les frais engagés par le personnel des entreprises titulaires de marchés passés avec le CEA pour les déplacements en France, d'une durée inférieure à un mois, seront remboursés, dans la limite des plafonds ci-après définis, sur la base des frais réellement engagés et sur production des justificatifs correspondants :

	Déjeuner	Dîner	Nuitée en région parisienne	Nuitée en province
Montants plafonds toutes catégories de personnel confondues	20,20 €	22 €	/	110 €

Le tarif de la nuitée tient compte du petit-déjeuner.

Pour les déplacements d'une durée supérieure à 30 jours consécutifs, un coefficient d'abattement des plafonds de 20 % est appliqué sur l'ensemble des frais engagés.

2. Les indemnités kilométriques versées aux entreprises extérieures pour l'utilisation des véhicules de leur personnel sont les suivants :

Nombre de kilomètres parcourus	CATÉGORIE ET PUISSANCE FISCALE DES VÉHICULES				
	≤ 4 CV	5 CV	≥ 6 CV	Véломoteurs (50 à 125 cm3)	Motocyclettes (>125 cm3)
	En euros TTC				
1 à 1000 kms/mois	0,32	0,35	0,37	0,08	0,12
Au-delà de 1000 kms/mois	0,15	0,17	0,18	0,08	0,12

ANNEXE 2 - TARIFS DES PRESTATIONS

Les tarifs seront annexés d'après l'offre du titulaire, lors de la notification de l'accord-cadre.

ANNEXE 3 - MODELE DE MARCHE SUBSEQUENT

MARCHE SUBSEQUENT Accord-cadre N° XXX / Titulaire : XXX					
<u>Marché n°</u> Pour rappel, tout marché subséquent émis au titre de l'accord-cadre susmentionné est régi par les conditions de cet accord-cadre.				Référence du CCS : Date de démarrage des prestations objet du marché:	
n° Poste	Devis	Objet/Profil	Prix unitaire/Taux journalier (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)
Montant total : € HT					
Commentaires (dates contractuelles spécifiques, liste des livrables attendus) :					

Approbation :

	CEA (signature obligatoire)	Titulaire (signature obligatoire)
NOM		
DATE		
SIGNATURE		